

# **Association Des Démocrates Européens (AddE)**

## ***Au défi de la crise*** **Vers une gouvernance mondiale des économies**

**Colloque à l'Assemblée Nationale \***

**Liste des intervenants cités dans l'ordre des interventions :**

- 1. Gérard Israël, Ancien député Européen. Président de l'AddE.**
- 2. Christian de Boissieu, Président du Centre d'analyse économique.**
- 3. Alain Lamassoure, ancien ministre, Député Européen.**
- 4. Jean Paul Tchang, Financier, spécialiste de l'Asie.**
- 5. John Stevens, ancien député européen. (GB)**
- 6. François Loos, ancien ministre ; Député du Bas Rhin.**
- 7. Christian Saint Etienne, Président de l'Institut France Stratégie.**
- 8. Antoine Gosset Grainville, Directeur adjoint du Cabinet du Premier Ministre.**
- 9. Odile Renaud Basso, Secrétaire Générale du Comité économique et financier ;  
(Commission Economique)**
- 10. Jean François Serval, Directeur général de *Groupe Audit*.**
- 11. Brendan Donnelly, Ancien Député Européen**
- 12. Edmond Alphandéry, Ancien Ministre, président de la Caisse Nationale de  
Prévoyance.**
- 13. Anne Lauvergeon, Présidente du Groupe Areva.**
- 14. Jacqueline Dutheil de La Rochère, Professeur de droit Européen**
- 15. Jean Hervé Lorenzi, Président du Cercle des économistes, Vice président de la  
Compagnie Financière.**
- 16. Jacques Perget, économiste.**
- 17. Olivier Stirn, Ancien ministre.**

Le vendredi 13 mars 2009 de 10 H. à 18 H. 30

# Synthèse des travaux

## Citations significatives :

### Première séance

*« Vers une régulation financière universelle.  
Le retour à l'économie réelle. »*

#### **Gérard Israël :**

L'historien sait que la grande dépression qui a affecté la planète, en 1929, voilà quatre vingt ans, outre les immenses conséquences sociales qu'elle a générées, a permis le renforcement de l'idéologie fasciste en Italie et ouvert la voie du nazisme en Allemagne. Graves conséquences socio-économiques, émergence d'un totalitarisme nouveau sur fond de désordres dans les pays émergents ? Est-ce là le danger qui, en conséquence de cette crise, nous guette tous aujourd'hui ?

#### **Christian de Boissieu :**

La crise est extraordinaire, mais ce qu'il reste à traverser le sera encore plus. Cependant la crise ouvre une opportunité : Le retour à l'économie réelle, la relance de la croissance, le choix du développement durable et finalement la mise en œuvre d'une gouvernance économique et financière à l'échelle de la planète.

Les pays émergents ne sont pas responsables de la crise.

Le Fonds monétaire international, quant à lui, donne l'impression de courir après l'événement. Une réforme en profondeur du FMI est indispensable pour aboutir à une véritable régulation financière et à une gouvernance mondiale.

Quant à l'Union Européenne, elle est restée impavide face aux aspects sociaux de la crise. En revanche l'Eurogroupe est allé plus loin que le traité de Lisbonne le lui aurait permis.

La question monétaire va redevenir d'actualité pour tenter de vaincre les déséquilibres internationaux. Le déficit américain va approcher les 12 % du PIB.

#### **Alain Lamassoure :**

La croissance inégalée que nous avons connue a été soutenue par les pays émergents et le consommateur américain. Mais l'endettement excessif des Etats-Unis et la légèreté de l'Union européenne qui a laissé, par exemple, l'Espagne s'engager dans une folie immobilière, font qu'aujourd'hui, le feu est loin d'être circonscrit. Ainsi les Etats ont dû se substituer aux banques : l'Etat prête aux entreprises !

Cela étant, on ne peut se passer de l'Europe et, à cet égard, le traité de Lisbonne est indispensable. Il assure la légitimité démocratique de l'Union.

Pour rétablir la confiance, l'Union devrait émettre un emprunt garanti à l'échelle européenne de manière à manifester sa solidarité avec tous les Etats membres.

**Le monde sera différent à la sortie de la crise. Des mesures non populaires seront indispensables : Ainsi il faudra faire aujourd'hui pour l'emploi quelque chose de comparable à ce qui a été fait hier pour la sidérurgie.**

**De plus, il sera urgent de réformer l'Union économique et monétaire (UEM) en ouvrant l'Eurogroupe à la responsabilité économique et cela sans perdre de vue que l'Asie demeurera longtemps un gisement économique incomparable.**

### **Jean Paul Tchang :**

**Les économies chinoises et américaines sont imbriquées ; mais le déséquilibre des flux financiers constitue un réel danger pour la Chine comme pour les Etats-Unis : Les taux longs sont évidemment trop bas. Cependant la Chine va continuer à acheter américain, il n'y a pas d'autre possibilité.**

**Non seulement en effet les économies sont aujourd'hui étatisées, mais le système financier international montre que 80 % des montants investis le sont en dollars ou en euros.**

**Les Japonais voudraient faire du yen une monnaie de réserve régionale. Mais les pays de l'ASEAN et la Chine craignent que ce projet aboutisse à une perte de souveraineté.**

**L'Asie n'est pas l'Union européenne.**

**Peut-on faire retour à l'économie réelle ?**

**On ne saurait oublier que l'économie repose sur les produits ni qu'un marché régional des capitaux ne répondrait pas à cette nécessité. En toutes hypothèses, un système financier international reste difficile à mettre en œuvre.**

### **John Stevens :**

**Il convient d'abord de constater le déséquilibre existant entre politique et économie : La politique est restée nationale et l'économie est devenue internationale.**

**A cet égard, l'euro joue un rôle clé dans la gestion et la résolution de la crise. L'origine de la crise est évidente. Le marché des changes tel qu'il s'est développé nous a conduits à une crise financière. C'est pourquoi il apparaît aujourd'hui nécessaire de fonder un Bretton Woods renforcé.**

**Certes l'élargissement de l'Europe ne facilite pas les choses : Un projet de régulation financière devrait concerner 27 Etats et plusieurs monnaies. Evidemment avant toutes choses, il conviendrait de définir rigoureusement la relation euro-dollar.**

**De plus la stabilité gouvernementale est nécessaire surtout au moment où il s'agit de financer les banques. Toute indétermination politique serait fatale !**

**La situation exige un accord total entre les gouvernements de l'Eurogroupe. Il convient de rendre l'euro plus efficace en instaurant une gouvernance de la zone euro.**

**Mais il faut bien comprendre qu'il sera impossible de réaliser à l'échelle mondiale un système comparable à l'euro. Néanmoins, la stabilité des changes et celle des monnaies restent indispensables.**

**La confiance, c'est la monnaie.**

**La seule vraie expression de la puissance de l'Europe dans le monde, c'est l'euro.**

**C'est dire combien serait importante une attitude plus positive des Anglais vis-à-vis de la monnaie unique.**

**François Loos :**

**Même s'il n'y avait pas eu la crise, l'Union aurait été contrainte d'instituer une véritable gouvernance européenne et même de faciliter la création d'une gouvernance économique mondiale.**

**Enfin la crise a du bon. Les financiers acceptent désormais de parler aux politiques ! Le dogme libéral est écorné et l'intervention de l'Etat apparaît désormais comme normale sinon indispensable.**

**Cependant la nature de cette crise doit être analysée :**

**Comment se fait-il que ce soit le FMI et non la BCE qui a volé au secours de la Hongrie ? Il faut à cet égard renforcer l'Europe et créer un fonds stratégique d'investissement.**

**La BCE n'est pourtant pas pessimiste : « On s'en sortira ! » Mais les difficultés demeurent. Que répondre à un pays européen qui voudrait aujourd'hui intégrer la zone euro et qui ferait valoir que son déficit public n'est pas, aujourd'hui, en période de crise, plus important que celui de la France ou de l'Allemagne ?**

**Le fonctionnement du FMI reste problématique. Pour quelles raisons n'a-t-il pas vu venir la crise ? Peut-être parce que deux pays restent en dehors de son contrôle : La Chine et les Etats-Unis.**

**L'OMC « patauge » L'accord de Doha, antiprotectionniste par nature, n'est pas mis en œuvre. L'OMC dispose pourtant d'atouts non négligeables : L'OMC est la seule organisation à vocation économique qui a institué un tribunal de règlement des différends et qui soit capable d'imposer des amendes en cas de tricherie...**

**Ainsi les normes concurrentielles pourraient être imposées.**

**Par ailleurs, il convient d'exercer une politique plus efficace de développement. Certes certains pays bénéficiant de l'aide internationale ont des problèmes de développement. Mais la politique mondiale du développement demeure nécessaire pour le bien des peuples en difficulté. Néanmoins les accords de préférence dits de Cotonou, devraient permettre un assainissement de la politique mondiale d'aide au développement.**

**Entre le dogme libéral et le principe de réalité, il faut choisir. Le dogme libéral ne peut évidemment pas s'appliquer au développement.**

**La place de l'euro dans ce monde en pleine mutation est essentielle.**

**La relation dollar-euro a été biaisée par la question du prix du pétrole. Mais aujourd'hui la situation permet de faire la promotion de l'euro, monnaie de réserve. Enfin disons que même au sein, en particulier, de nos pays, le social doit rester le centre de toutes nos interventions ; Par exemple, les licenciements « boursiers » ne sont pas acceptables.**

**Assistons-nous au retour de l'Etat ? Sommes-nous en train de sortir du dogme libéral ?**

**Débat**

## Deuxième Séance

*L'Union Européenne peut-elle contribuer à la création  
D'une gouvernance mondiale de la planète financière ?*

### **Christian Saint-Etienne :**

Nous assistons au début d'un dialogue de sourds entre les pays anglo-saxons et les Européens. Les premiers, Etats-Unis en tête, recherchent ardemment les voies d'une relance économique. Les pays de l'Union Européenne pensent fermement que la crise doit être l'occasion de reformer les pratiques économiques et le système financier. L'Union rappelle que la crise a éclaté en raison d'un manque de surveillance du système bancaire de la part des Américains.

Ainsi deux scénarios sont possibles : Soit l'économie des pays développés se contracte et nous pouvons arriver en 2011 à une chute de productivité de 15%, ce qui aboutirait à un chaos généralisé ; soit tout rentre dans l'ordre fin 2009. Mais l'avenir des banques est incertain. En réalité toutes les banques sont en faillite virtuelle. La garantie gouvernementale ou la nationalisation des banques sont des solutions envisagées. La segmentation du système bancaire est-elle une solution acceptable ?

Que veut l'U.E ? On assiste à l'amorce d'une définition de position commune franco-allemande. Mais le Royaume Uni se comporte comme si il devait se présenter comme un paradis fiscal au sein de l'Union Européenne !

Dans ces conditions quelle position commune envisager entre la Grande Bretagne et la zone euro ?

### **Antoine Gosset Grainville :**

Notre colloque arrive au bon moment et aborde les bons thèmes .A la question posée par l'intitulé de cette table ronde, la réponse est *oui*. L'Europe a un rôle à jouer pour favoriser une gouvernance mondiale de la planète financière. L'Europe doit être un laboratoire d'idées pour la constitution de ce type de gouvernance. L'expérience européenne est considérable : les règles de concurrence, la politique commerciale, le pacte de stabilité, la monnaie unique ; autant de principes applicables ailleurs qu'en Europe.

La crise provient d'un défaut de régulation en matière financière. Les paradis fiscaux et l'absence de politique fiscale coordonnée ont gravement troublé le jeu.

L'Europe n'a rien fait pour contribuer à la régulation. Les Européens ont renoncé à la culture d'un marché régulé.

La régulation ne se fait pas contre les marchés. Elle vise à faire progresser les marchés. Il convient de gérer les risques inhérents au système informatique.

Notamment les agences de notations peuvent envisager certaines évolutions pour observer efficacement la régularité des opérations. Il en est de même pour les normes comptables.

La stabilité financière doit être notre objectif.

Le président Obama pense-t-il de même ?

## **Odile Renaud Basso :**

Les Etats ont certainement des conceptions différentes de la régulation. Mais sur le plan économique, l'Union a un poids particulier qui fait contrepoids à l'économie américaine.

Sur le plan financier, l'euro a évidemment vocation à devenir une monnaie de réserve internationale.

Tant sur le plan économique que financier, l'intérêt de l'Europe consiste essentiellement à insister sur la nécessité d'une gouvernance mondiale.

De plus, l'économie globale est importante. Les regroupements d'Etats constituent un atout considérable. Ainsi l'Union Européenne peut faciliter les relations entre les Britanniques et les Allemands. Simplicité et transparence faciliteront le leadership de l'Union.

En matière commerciale, l'Europe a une conception libérale qui guide son intervention au sein de l'OMC.

Sur le plan financier, les choses sont moins simples ; l'intérêt des Etats membres restant fragmentaire. A cet égard, le « Forum de stabilité financière » pourrait jouer son rôle. Néanmoins une représentation unique de la zone euro au sein du FMI faciliterait les choses.

L'Europe ne peut pas parler d'une seule voix alors qu'elle n'a pas de vision globale réelle. Mais la crise a éliminé certains clivages ancrés dans le débat européen.

La crise a enseigné qu'il fallait mieux gérer les prises de risques.

Ainsi, la question de la gestion des produits dérivés révèle des différences sensibles entre Européen d'une part et Britanniques et Américains d'autre part

En revanche, s'agissant des normes comptables, le processus enclenché devrait permettre un progrès.

## **Jean François Serval :**

La notion de norme comptable a évolué ces dernières années, et l'intégration des normes dans le dispositif européen a été confié indirectement à la Commission Européenne. Ces normes ont un impact puisque d'elles résultent les bilans des établissements financiers notamment et donc le financement de l'économie. La Commission Européenne est garante du fonctionnement du bon fonctionnement du marché intérieur unique intérieur avec l'ensemble des institutions européenne mais ne régule pas la création monétaire malgré les dispositifs accompagnant la création de la banque Centrale et de l'Euro. L'impact des normes et notamment de celle dite de la « Juste Valeur » ou « Fair Market Value » n'a pas été correctement perçue. Comment imaginer les Banques sans régulation monétaire ? L'absence de contrôle crée un vrai problème. La valeur comptable des actifs ne doit pas varier au gré du prix des transactions sur les marchés d'instruments financiers de leur hausse comme de leur baisse car il en résulte instantanément une création ou une contraction monétaire sans nécessairement une cause économique. Dans ce domaine, une initiative politique est indispensable.

Le bilan d'une banque doit refléter ses actifs comme son passif. Mais il est nécessaire que leurs valorisations soient effectuées à des valeurs pertinentes par rapport à l'actif sous-jacent. Au prétexte d'une économie financière, de nouvelles normes ont prévues que les créances soient inscrites, non à la valeur pratiquée lors des transactions d'origine, par exemple à l'achat d'un bien, d'une entreprise ou de titres, mais à une valeur en continuelle évolution, celle du marché, « la fair value market » dont la définition est tellement peu claire qu'elle est encore en débat dans les instances de normalisation compétentes.

Leur valeur dépend alors de la qualité du débiteur quand à sa capacité à rembourser sa dette, et non à celle du gage, elle dépend aussi de l'humeur des « traders » et des taux d'intérêts Du fait de la titrisation de paquets de créances, le débiteur d'origine et le gage disparaissent. Les responsabilités du crédit d'origine se diluent et le banquier ne fait plus son métier.

Par échange réciproque d'engagements financiers, à des valeurs fixés librement entre eux indépendamment de la substance économique sous jacente, les agents économiques ont alors permis le paiement de commissions de production, de placement, de cession, de payer avocats et comptables, des bonus n'allant que dans le sens de la sortie vers les bénéficiaires, venant ainsi grever la valeur réelle des titres échangés. La régulation de la masse monétaire par les banques centrales leur a totalement échappé avec leur consentement pour la faire croître et accélérer la circulation.

Lorsqu' apparaît un doute sur la garantie des titres émis, et la capacité du débiteur primaire que l'on a oublié à rembourser, et dont on pense en plus qu'il pourrait être mis au chômage le système s'effondre. La baisse des actifs fait disparaître les capitaux propres des banques qui conservent leur passifs en valeur historique pour l'essentiel Pour faire face à cette baisse, des actifs doivent être vendus, mais ne trouvent plus preneurs, même à prix cassé, car les acheteurs potentiels attendent. La « fair market value » approche de zéro. Car le marché de ces instruments disparaît et les ventes deviennent certaines pour couvrir le refinancement à court terme C'est l'effet domino. Dans l'urgence, les Etats ont fait le nécessaire pour arrêter la machine infernale partie avec Lehman Brothers sur la voie du désastre. Reste l'étape suivante.

Pour rétablir le système, dans un premier temps, il faut constater la disparition de valeur dans les bilans, dégager les actifs incertains, ceux dont le remboursement ou l'usage est nécessairement compromis pour la valeur inscrite et les engagements passifs mal définis, vers des structures adaptées. Le coût de ce nettoyage est difficile à déterminer ou même inavouable, mais il permettrait de rétablir la confiance dans les bilans et donc à la circulation monétaire de repartir et donc l'économie.

Le concept comptable de base doit ensuite revenir à celui de la valeur historique, celle qui a été validée par des engagements juridiques susceptibles de sanctions prévoyant sous la responsabilité des dirigeants de la banque ou de l'entreprise, des dépréciations éventuelles pour changement de statut du débiteur ou du bien s'il s'agit d'un actif sans contrepartie. Cette valeur correspond en effet sous divers contrôles à celle à laquelle par exemple un établissement a accordé selon des processus établis un crédit avec éventuellement un gage. En cas de variation par cession à un prix différent à défaut de fraude qui sont exceptionnelles cette variation est justifiée. Puisqu'il y a bien eu une liquidation du prix de la cession Je recommande que ce soit au niveau des notes annexes des états financiers que les écarts qui peuvent exister entre la valeur historique et celle dite de marché – après que ceux-ci aient été définis et régulés - soient explicités et quantifiés. En période de croisière ces écarts doivent être limités puisque la liquidité des marchés font que la valeur historique est par construction récente. En fait, c'est comme dans le textile, les stocks qui dorment ne sont pas bons.

### **Brendan Donnelly :**

La Grande Bretagne peut-elle participer de façon active à l'émergence d'une gouvernance économique de l'Union européenne, voire d'une gouvernance mondiale ? Hélas la réponse est NON. Il existe en Grande Bretagne une certaine indifférence politique à l'égard de l'Europe. Telle est du moins la position des partis politiques dont l'influence en Angleterre ne saurait être négligée.

**M. Brown qui est un protestant écossais pense que l'Europe ne doit pas se tromper sur la nature même de l'économie britannique.**

**De même M. Cameron est conscient que le code génétique du parti conservateur le conduit à en faire le moins possible à l'égard d'un certain maximalisme européen. Il faudra attendre longtemps avant que la Grande Bretagne entre dans l'euro. Peut-on du côté européen démontrer que l'Angleterre ne peut progresser si elle reste en dehors de la zone euro ? Cela n'est pas prouvé.**

**Sous un certain rapport, l'Allemagne entretient, à l'égard de l'Europe, une position plus négative que celle de l'Angleterre ! La Grande Bretagne est poliment intéressée par l'Europe ; mais M. Brown vise une perspective mondiale. Il regarde la perspective d'après la crise. De ce point de vue, l'Europe ne peut pas apparaître comme une institution efficace.**

**Evidemment, on ne peut imaginer une gouvernance unique sans monnaie unique. Les Anglais en sont conscients mais ils rejettent les deux objectifs. Ils pensent fortement que ce qui gêne le plus dans l'euro, c'est son aspect institutionnel. Jean Monnet aurait mal pensé l'Europe. L'U.E. doit être capable de concilier les intérêts de tous les gouvernements membres de l'Union, y compris celui de Londres.**

**Bref, il faudrait démontrer aux Britanniques qu'ils ont intérêt à entrer vraiment dans l'Europe.**

## **DEBAT**

**Christian Saint-Etienne :**

**Oui, bien sûr, mais comment organiser l'Europe sans gouvernance. Il me semble que les Anglais ont toujours tenté d'empêcher l'émergence d'un pouvoir politique européen. On pourrait aller jusqu'à dire que les Britanniques sont entrés dans l'Europe uniquement pour la tuer. Ils entendent empêcher la création d'une véritable puissance continentale.**

**(Mouvements divers.)**

**Odile Renaud Basso :**

**N'oublions pas que les Anglais ont accepté de participer à un sommet de la zone euro. C'était la première fois qu'un tel sommet était réuni. De plus, le G20 est présidé par la Grande Bretagne...en qualité, si l'on peut dire, de membre de l'UE. Mais les Britanniques ont une puissance de blocage. Ils se réjouissent des différences entre la France et l'Allemagne alors qu'ils pourraient être des conciliateurs. L'intérêt britannique converge avec celui de l'Union.**

**Gérard Israël à Odile Renaud Basso :**

**L'idée d'une représentation unique des pays de la zone euro au sein du FMI est-elle sérieusement étudiée ?**

**Odile Renaud Basso, Oui, bien sûr, mais les Anglais tant qu'ils n'auront pas adopté l'euro, conserveront leur place au sein du FMI.**

## Troisième Séance

### *L'Union Européenne et les attentes des acteurs économiques face à la crise*

**Jacques Perget :**

Quelle est la véritable nature de la crise que nous traversons ? Devant la situation actuelle ne conviendrait-il pas de recourir à une thérapie de choc, à une sorte « d'économie de guerre » ? Cela signifierait la définition d'objectifs précis et une volonté de réponse massive à la crise.

A cette fin, le monde économique et financier est-il en mesure de se mettre en ordre de bataille ?

**Anne Lauvergeon :**

Le monde ne se trouve pas seulement au défi d'une crise économique et financière. Il est aux prises d'une troisième crise, la crise énergétique.

Nous sommes entrés dans la troisième phase de l'histoire de l'humanité.

Après le charbon qui a ouvert la voie au machinisme ; après le pétrole qui a créé la mobilité ; après l'électricité qui a constitué le développement démographique, nous voilà entrés dans une ère nouvelle. A la différence des sources d'énergies connues jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'énergie nucléaire ne consomme que peu de ressources naturelles : l'uranium n'entre que pour 5% dans la production d'électricité. De plus les pays émergents sont évidemment demandeurs d'une quantité énorme d'énergie. On ne peut priver aucun peuple de cette source d'énergie.

La question se pose, comment gérer à l'échelle mondiale et en particulier à l'échelle européenne, la production nucléaire ?

A vrai dire, il existe déjà une gouvernance mondiale de l'énergie. L'Agence Internationale de l'énergie nucléaire (A.I.E.A) joue ce rôle. Cette agence a d'abord pour but de s'opposer à toutes les formes de prolifération nucléaire pouvant entraîner une utilisation illicite. AREVA ne commerce pas avec les pays qui n'ont pas ratifié le traité de non prolifération.

Hélas, il n'y a pas de gouvernance européenne en matière nucléaire. L'Euratom créé peu après le traité de Rome est tombé dans l'oubli. Ainsi la Commission européenne n'a pas de compétence en matière énergétique. Chacun des 27 pays de l'U.E. agit comme il l'entend.

Or il est vital pour l'indépendance de l'Union de produire du nucléaire. Nous sommes favorables à un accord comparable au traité de Schengen appliqué au domaine de la production nucléaire

Deux pays, l'Allemagne et l'Autriche refusent de produire du nucléaire. La Grande Bretagne hésite, mais elle sera vite contrainte au nucléaire tant le prix de l'électricité augmente dans ce pays.

L'absence de l'Europe en matière nucléaire est dommageable à tous les pays. Il manque un soutien européen à la production de l'énergie. Le nucléaire crée des emplois et des richesses. Son développement est lié à tout plan de relance économique. Au demeurant la crise n'a eu aucune incidence sur AREVA. Nos clients se portent bien !

## DEBAT

**Edmond Alphandéry (ancien président d'EDF) :**

L'extrême volatilité des prix de l'énergie a certainement eu un effet préjudiciable et a augmenté les conséquences de la crise. De plus, la fiscalité française sur l'énergie est lourde et ne va pas exclusivement à un fort investissement dans les domaines de la recherche et du développement.

**Jean Hervé Lorenzi :**

La gravité de la crise est extrême. Quand le monde en sortira –t-il ? En réalité on est passé d'un monde à un autre monde. Nous n'avons pas vécu le moment d'un cycle, mais bien un changement de monde ; et nous ne sortirons pas de la crise avant dix huit ou vingt quatre mois.

Entre 2001 et 2008 une explosion de liquidités a provoqué une grande insouciance. A partir de ce moment un échec programmé était prévisible tant dans les pays de l'OCDE que dans les pays émergents.

Les économistes n'ont pas vu qu'à partir d'octobre 2008 le monde réel allait s'arrêter. Le lâchage de Lehmann Brothers et les incertitudes quant à la politique de la BCE qui a cru devoir augmenter ses taux, ont bien illustré l'ambiguïté de la situation. En particulier, les économistes de la BCE n'avaient pas repéré l'absence de croissance mondiale en 2008. Est intervenue alors une crise de liquidité qui a provoqué un arrêt brutal de l'économie. Ainsi, nous avons eu en Europe une croissance négative et en Amérique, une croissance fortement négative.

De graves erreurs de jugement s'en sont suivies. On a cru au découplage. On a cru que la Chine pourrait se substituer aux Etats-Unis pour faire office de locomotive mondiale. Autre illusion : Croire qu'assainir les comptes des banques suffirait à leur permettre de récupérer leur capacité de crédit et de financement. Erreur gigantesque.

L'assainissement prendra au moins trois ans ou trois ans et demi.

Enfin, troisième erreur : Oublier que les plans de soutien sont compliqués à mettre en œuvre. Avant leur prise d'effet, il s'écoulera au moins un an et la reprise n'interviendra, si elle intervient, que dix huit à vingt mois plus tard.

Mais il ya au moins une bonne nouvelle. Sur le conseil de Paul Volker, les Etats-Unis pensent à distinguer entre les banques de dépôt et les banques d'affaires.

Enfin, comment traiter les 3000 milliards d'actifs « toxiques » ? Il faudrait les titriser et bloquer leur valeur une fois établies. Le pire serait que ces actifs soient nationalisés.

D'une façon générale, nos plans se trompent sur les ordres de grandeur.

En France quoiqu'on en dise, il y aura un nouveau plan.

En Grande Bretagne, M. Brown fait preuve à la fois de pragmatisme et d'idéalisme. C'est un homme des plus compétents.

**Jacques Perget à Jean Hervé Lorenzi :**

Et l'emploi ? Pourquoi n'en pas parler ?

**Jean Hervé Lorenzi :**

Il va y avoir, en effet des problèmes d'emploi, de chômage et de ressources. En 2002, en période de croissance, les Français ont voulu travailler un peu moins. (Les trente cinq heures). Ce que nous avons perdu en productivité, les Allemands l'ont gagné.

C'est surtout le sort des quelque six à huit millions de personnes en situation fragile qui est inquiétant. Espérons que ces problèmes difficiles pourront être réglés d'ici trois ou quatre ans.

### **Edmond Alphandéry :**

Les évolutions économiques ressemblent à celles d'un organisme vivant. Entre les crises cycliques relativement fréquentes et les crises systémiques rarissimes, il existe une différence de nature. La crise systémique de 1929 a été bien plus grave que celle que nous connaissons aujourd'hui. Rappelons qu'en 1932, aux Etats-Unis, il y avait 25% de chômeurs et que les prix ont baissé dans la même proportion. Tel n'est pas le cas de nos jours.

La dimension politique de la crise est indéniable et le rôle de l'Europe primordial. Il convient de trouver absolument un consensus avec les Américains. Or le président américain demande de relancer la demande par l'augmentation des dépenses publiques. Il est vrai qu'un pays qui relance renforce les autres.

Les Allemands et dans une certaine mesure les Français, parlent plutôt de régulation, de fermeture des paradis fiscaux et de contrôle des fonds spéculatifs.

Les Américains ont raison de demander une intervention centrée sur l'immédiat.

Les Européens ont raison de résister aux politiques keynésiennes à haute dose.

Cependant, plus on s'endette, plus la méfiance augmente. Et la question se pose quant à la possibilité de relancer les économies grâce à l'injection de fonds publics.

Mais la régulation, il faut le reconnaître, ne peut avoir d'effet immédiat.

Dès lors, comment organiser une harmonisation des rôles entre les Américains et le reste du monde ? Les Etats-Unis n'ont jamais accumulé un déficit aussi important que celui qui est le leur aujourd'hui. Il faudrait pourtant résorber le déséquilibre entre les pays qui ont un fort déficit et les autres. L'équilibre macro-économique du monde doit être rétabli.

Outre la nécessité de nettoyer les actifs toxiques, il convient absolument de fermer la porte au protectionnisme. La tentation est grande dans le secteur de l'automobile.

Pourtant la leçon de 1929 doit être retenue : Lorsque en 1930 les Américains ont fermé leurs frontières, cela a été un désastre absolu.

L'Europe doit fortement ouvrir la voie à une politique antiprotectionniste. L'Union doit également effacer la différence entre les Etats membres qui ont un fort déficit et ceux qui n'en ont pas ou pas du tout comme l'Allemagne. Les « petits pays » doivent tout faire pour augmenter leur solvabilité. D'une façon générale, il ne faudrait pas effrayer les Allemands en agitant l'idée d'un gouvernement européen !

Quelques principes de base doivent être soulignés :

Ne pas créer de distorsions de concurrence. Ne pas pénaliser les banques qui n'ont pas d'actifs toxiques. L'injection de fonds publics dans les banques doit conduire à une forme de nationalisation. Il ya des pays émergents au sein de l'Union. Les pays de l'Europe centrale et orientale voient les capitaux fuir au-delà de leurs frontières ; Cela fragilise l'Union qui doit réagir autant que possible à cette situation.

En bref, l'Europe doit intervenir pour une véritable coordination macroéconomique à l'échelle de la planète.

### **Jacqueline Dutheil de La Rochère :**

Juristes et économistes réunis à la même table ? Voilà une bonne idée. Ordinairement les deux cercles fonctionnent séparément. Reconnaissons que le juridique jouera un faible rôle dans la sortie de crise.

Personne n'a élevé d'objections, lorsque, sous la présidence française, ont été réunis les chefs d'Etat et de gouvernements de la zone euro et que furent invités les Britanniques ainsi que le président de la Banque centrale européenne. Le résultat a été plutôt bon. De même certaines interdictions importantes ont été relativisées : ainsi en a-t-il été de l'interdiction des aides d'Etat. La Commission a donné son autorisation en trois mois, alors qu'elle impose d'ordinaire un délai de plusieurs mois. Sans parler de la règle des 3% du déficit public à ne pas dépasser imposée par Maastrich !

Les responsables de l'application des normes ont eu l'intelligence de ne pas les appliquer.

L'impropriété des règles apparaît également dans l'application d'une politique de la concurrence dans une perspective de croissance rendue nécessaire par la crise.

Les Institutions ont été dévoyées de façon convaincantes.

Christian de Boissieu l'a reconnu en parlant d'un système fonctionnant sans règle de droit. Et Alain Lamassoure reconnaît que le traité de Lisbonne est loin d'apporter des règles permettant une bonne gestion de la crise.

Cependant, l'acquis communautaire est important.

Les règles pourront évoluer quant à la nécessité d'un emprunt européen. De même la représentation de la zone euro au sein des institutions financières et économiques internationales devrait trouver une voie juridique normale.

Mais la réponse aux crises ne viendra pas du droit. C'est la coopération effective qui portera des fruits.

## **Paroles Conclusives :**

**Olivier Stirn :**

Peut-être serait-il possible d'affirmer que ce colloque a répondu aux espoirs qui nous ont conduits à l'organiser.

Quelques actions à entreprendre ont été décrites :

L'absolue nécessité du retour à l'économie réelle impliquant des mesures de régulation financières et un contrôle des banques à l'échelle internationale. Et peut-être un jour l'amorce d'une gouvernance mondiale des économies sur le plan macroéconomique permettant, en particulier, la moralisation des pratiques et la résorption des actifs toxiques.

Enfin, imaginer ce que pourrait être une monnaie commune universelle réunissant dans un même « panier » les principales devises dont la valeur varierait à l'intérieur de limites précises. Cette monnaie commune pourrait servir d'étalon monétaire mondial. . Ce système ne porterait cependant pas atteinte à la force intrinsèque de l'euro et du dollar. Ainsi serait stabilisée la planète financière.

Parallèlement apparaît nécessaire l'édification d'une politique de gouvernance économique et financière de l'Union Européenne et plus particulièrement de la zone euro ; incluant des réunions des chefs d'Etat et de gouvernements de cette même entité, avec la participation de la BCE ; une aide ciblée en faveur des pays qui restent encore en dehors de la zone euro devra absolument être mise en œuvre et finalement la détermination d'une politique européenne de l'énergie et d'une nouvelle philosophie du droit européen.

Notre colloque permettra peut-être d'y voir plus clair. Un hommage particulier doit être rendu à Gérard Israël qui en a été le principal concepteur.

## Documents de travail

### I) Une monnaie commune universelle ?

Par Gérard Israël

L'Union européenne telle qu'elle a été conçue et s'est développée depuis une cinquantaine d'années, peut-elle en 2009, proposer un modèle de solution de la crise multidimensionnelle qui affecte les économies ainsi que le système financier à l'échelle planétaire ?

Fort d'une politique commerciale fondée sur des règles précises de concurrence, d'un pacte de stabilité et de croissance, ainsi que, surtout, d'une monnaie unique, l'euro, adopté par les seize pays sur vingt sept qui ont pu satisfaire aux conditions requises, relatives notamment au déficit public autorisé, l'Union devrait pouvoir proposer une méthode de sortie de crise.

Malgré les difficultés que l'Europe rencontre pour parler d'une seule voix, la politique menée tout au long de l'histoire, devrait apparaître aux yeux du monde, comme incitative sinon comme exemplaire.

Certes les déconvenues subies par l'Union européenne au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce en vue de la définition d'une saine politique de la concurrence sont bien réelles ; certes il n'est plus question, pour le moment, face à la nécessité impérieuse d'une relance économique, de maintenir dans des limites drastiques les déficits publics des Etats ; certes nous sommes loin d'une monnaie unique et universelle, mais sous ce dernier rapport, les phases intermédiaires qui ont conduit à la création de l'euro, méritent d'être à nouveau examinées :

Le Système Monétaire Européen qui permettait naguère aux monnaies européennes de fluctuer à l'intérieur d'une limite haute et d'une limite basse, à la discrétion des Etats, a directement conduit à l'adoption de l'euro. Un processus de cette nature pourrait être soumis aux Etats participant à la réunion de G.20.

Cependant la fluctuation monétaire devrait relever non des différentes autorités gouvernementales, mais résulter d'une négociation entre les gouvernements intéressés. Tel serait l'accomplissement d'un premier pas vers une monnaie commune, dans un premier stade, aux pays faisant partie du G.20.

Au demeurant, la Commission européenne, dans un document (UM@10) datant du mois de mai 2008, postérieurement au déclenchement de la crise, lançait déjà l'idée d'une gouvernance économique mondiale. Aux termes de ce document, les pays membres de la zone euro étaient invités « à renforcer l'appareil économique de la zone euro », de manière à faciliter « une gouvernance économique mondiale ». Ainsi la gestion de l'euro par l'Eurogroupe, dans l'esprit de la Commission, ne devrait pas rester purement monétariste mais devrait étendre son intervention au domaine économique.

Certes le lien entre les économies et les systèmes financiers reste difficile à définir surtout à l'échelle internationale. De plus, la relation entre l'OMC et une autorité régulatrice du monde financier apparaîtra nécessaire mais aussi des plus problématiques.

Mais surtout une question demeure : Comment l'Union européenne pourrait-elle viser une gouvernance mondiale des économies si la zone euro n'arrive pas, pour ce qui la concerne, à se « gouverner » elle-même ?

Néanmoins, en proposant à ses partenaires des pays fortement industrialisés et aux pays émergents, une initiative de cette nature, l'Union Européenne pourrait peut-être

**contribuer à réduire les conséquences de l'effondrement partiel du système financier et favoriser pour le bien de tous, le retour du réel.**

**G.I.**

## **II ) Une gouvernance mondiale de la planète financière ? Problématique.**

**Par Christian Saint Etienne**

- **Quels principes doivent guider la réforme des banques ?**
- **Doit-on obliger les banques qui titrisent des crédits à garder une part des titres sur leurs livres ? Quelle part ?**
- **Faut-il rendre obligatoire la migration des produits dérivés vers des marchés organisés ?**
- **Faut-il développer des normes prudentielles contra-cycliques ? Comment ?**
- **Comment réformer les agences de notation ?**
- **Comment réformer les pratiques de rémunération dans la finance ?**
- **Comment l'Union européenne peut-elle agir sur tous ces points et tous les autres que vous voudrez envisager ?**

**Ch. S.E.**

## **II) Les grandes entreprises face à la crise.**

**Par Jacques Perget**

- 1- Où en est-on du développement de la crise ? S'agit-il d'une crise financière susceptible d'être maîtrisée ou de la crise déjà ancienne d'un modèle économique devant être réformé ? Quelle est la place de l'euro dans la crise ?**
- 2- Face à la crise quel est le comportement et quelles sont les réactions des grandes entreprises ? Comment donner à ces entreprises les moyens de financer leurs programmes et d'améliorer leurs productivités afin de relancer un processus de développement ?**
- 3- Au stade actuel, en quoi les orientations de politique économique et financière, retenues ou envisagées, (relance des investissements voire de la consommation ; marchés publics), sont-elles adaptées ?**
- 4- Dans ce contexte, quel doit être le rôle de la puissance publique, notamment dans le cadre de la relation Etat-Marché ? Comment réguler la sphère financière ? Faudrait- développer des normes prudentielles contra-cycliques ? Si oui, comment ? Comment éviter la thrombose de l'économie et la raréfaction du crédit ?**
- 5- Enfin, quels principes doivent guider la réforme des banques ? Devrait-on contraindre les banques qui titrisent les crédits, à garder une part des titres dans leurs comptes ? Faut-il rendre obligatoire la migration des produits dérivés vers des marchés organisés ?**

**J.P.**